



Affaires indiennes  
et du Nord Canada

Indian and Northern  
Affairs Canada

Canada

English

Contactez-nous Aide

Recherche

Site du Canada

Accueil

Nouveautés

Le Ministère

Des nouvelles

Carte du site

Bureaux  
régionaux

Services  
électroniques

Programmes  
et services

Publications  
et recherches

Art, culture et  
histoire

Index A à Z

Communiqués de  
presse

Art indien et inuit

Le Programme des  
affaires du Nord

Emploi

Enseignement

Carrefour Jeunesse

Traités

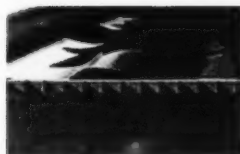
Inscription

Programmes

Services

SAEA

Développement  
durable



## Communiqué News Release

2-2845

### LE MINISTRE PRENTICE ET LA NATION ANISHINABEK SIGNENT L'ENTENTE DE PRINCIPE SUR LA GOUVERNANCE

**PREMIÈRE NATION DE NIPISSING (Ontario) (le 16 février 2007)** - Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien et interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits, l'honorable Jim Prentice, et le chef du grand conseil de la Nation anishinabek, John Beaucage, ont signé aujourd'hui un accord de principe sur l'exercice des pouvoirs. Cet accord fournit à la Nation anishinabek, représentée par l'Union des Indiens de l'Ontario, un cadre de travail qui lui permettra de prendre davantage en main ses propres institutions gouvernementales.

« Le nouveau gouvernement du Canada s'est engagé à collaborer avec les Premières nations pour les aider à renforcer leurs gouvernements et, par le fait même, à améliorer leur qualité de vie, a indiqué le ministre Prentice. Cet accord important prépare le terrain pour les Premières nations concernées, qui souhaitent se munir d'institutions et de structures de gouvernance mieux adaptées à leurs collectivités et plus aptes à rendre des comptes. »

« Cet accord nous fait faire un pas de plus vers l'élimination de la *Loi sur les indiens*, la réaffirmation de nos pouvoirs et le rétablissement de formes de gouvernement propres aux Anishinaabe », a déclaré M. Beaucage, représentant des Premières nations anishinabek, qui sont plus de quarante. « Nous sommes impatients de conclure ces négociations et de former de nouvelles relations avec le Canada. Nous voulons ainsi nous doter de moyens pratiques et efficaces d'exercer notre droit inhérent à l'autonomie gouvernementale et, en bout de ligne, améliorer les conditions de vie des membres de nos collectivités. »

L'accord met en place un cadre de travail qui vise l'établissement du



L'honorable Jim Prentice, Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien et interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits, et le chef du grand conseil de la nation Anishinabek, John Beaucage, ont signé, le 16 février 2007, un accord de principe sur l'exercice des pouvoirs. L'honorable Tony Clement, Ministre de la Santé et Ministre de l'Initiative fédérale du développement économique dans le Nord de l'Ontario, et le chef Patrick Madahbee d'Aundeck Omni Kaning, ont assisté à la signature de l'accord de principe.

Cet accord fournit à la nation Anishinabek, représentée par l'Union des Indiens de l'Ontario, un cadre de travail qui lui permettra de prendre davantage en main ses propres institutions gouvernementales.


gouvernement de la Nation anishinabek et la reconnaissance de gouvernements des Premières nations investis d'un pouvoir législatif dans quatre secteurs d'exercice des pouvoirs : choix des dirigeants, citoyenneté, culture et langue, ainsi que gestion et fonctionnement du gouvernement.

L'accord témoigne aussi de l'idée, soutenue par le gouvernement du Canada, de remplacer les dispositions désuètes de la *Loi sur les Indiens* par un cadre législatif moderne portant sur l'exercice des pouvoirs par les Premières nations. Il établit une démarche pratique qui aidera les Premières nations à renforcer leur gouvernance interne et à rendre des comptes à leurs membres sur les plans politique et comptable, tout en se conformant au cadre constitutionnel du Canada.

L'accord de principe constitue la deuxième étape d'un processus qui en compte trois, et il n'a pas force obligatoire. Pour avoir force obligatoire sur les parties en présence, un accord doit être définitif, c'est-à-dire qu'il doit être approuvé par les membres des Premières nations concernées et qu'une loi fédérale doit le mettre en application. Le 26 novembre 1998, les parties ont signé l'Accord cadre avec la Nation anishinabek sur l'exercice des pouvoirs. Le gouvernement de l'Ontario a alors été tenu informé du déroulement des négociations.

La Nation anishinabek et le gouvernement du Canada négocient également en vue de conclure un accord définitif sur l'exercice des pouvoirs en éducation. Les parties ont signé une entente de principe dans ce dossier en 2002.

L'Union des Indiens de l'Ontario est la plus vieille organisation politique autochtone de l'Ontario. Constituée en corporation en 1949, elle agit comme secrétariat pour la Nation anishinabek. Ses origines remontent à la Confédération des Trois Feux, qui existait bien avant l'arrivée des Européens. La Nation anishinabek compte environ 50 000 personnes et regroupe le tiers des collectivités des Premières nations de l'Ontario.

Ce communiqué est également accessible sous forme électronique à l'adresse suivante : [The Union of Ontario Indians](#).  (site web non disponible en français)

Pour obtenir de plus amples renseignements, communiquez avec :

Deirdra McCracken  
Attachée de presse  
Cabinet de l'honorable Jim Prentice  
819-997-0002

Relations avec les médias - AINC 819-953-1160

Monica Lister  
Agente de liaison exécutive  
Union des Indiens de l'Ontario/Nation anishinabek  
705-498-5552

Mary Laronde  
Coordonnatrice des communications  
Union des Indiens de l'Ontario/Nation anishinabek  
705-497-9127

Document d'information - Accord de principe avec la Nation anishinabek sur l'exercice des

[pouvoirs](#)

[Retournez à la liste des communiqués de presse](#)

---

Révision : 2008-03-27

Création : 2006-02-16



[haut de la page](#)

[Avis importants](#)



Affaires indiennes  
et du Nord Canada

Indian and Northern  
Affairs Canada

Canada

English

Contactez-nous Aide

Recherche

Site du Canada

Accueil

Nouveautés

Le Ministère

Des nouvelles

Carte du site

Bureaux  
régionaux

Services  
électroniques

Programmes  
et services

Publications  
et recherches

Art, culture et  
histoire

## DOCUMENT D'INFORMATION

### Accord de principe avec la Nation anishinabek sur l'exercice des pouvoirs

Index A à Z

Communiqués de  
presse

Art indien et inuit

Le Programme des  
affaires du Nord

Emploi

Enseignement

Carrefour Jeunesse

Traités

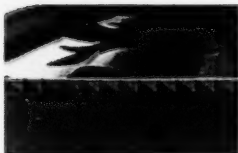
Inscription

Programmes

Services

SAEA

Développement  
durable



La Nation anishinabek est une organisation politique qui représente plus de 40 Premières nations de l'Ontario situées dans un territoire traditionnel qui borde les Grands Lacs, du lac Nipigon, au nord, jusqu'à la rivière St. Clair, au sud, et du lac Golden, à l'est, jusqu'au lac Supérieur, à l'ouest. Formée de différentes nations tribales, dont les nations Ojibway, Odawa, Pottawatomi, Algonquin, Mississauga, Chippewa et Delaware, elle représente environ 50 000 personnes, soit 30 % de la population des Premières nations de l'Ontario.

En 1995, le grand conseil de la Nation anishinabek a autorisé son secrétariat, l'Union des Indiens de l'Ontario, à entamer des négociations avec le Canada concernant l'autonomie gouvernementale. Les pourparlers ont donné lieu à l'Accord cadre avec la Nation anishinabek sur l'exercice des pouvoirs, en novembre 1998, et se sont concentrés sur la conclusion d'un accord de principe sur l'exercice des pouvoirs à partir de 1999.

L'accord de principe sur l'exercice des pouvoirs représente un pas important vers l'établissement de systèmes de gouvernance fondés sur les valeurs et la culture anishinabek. Au cours des dernières années, la qualité de vie s'est grandement améliorée dans de nombreuses Premières nations, mais certaines collectivités de la Nation anishinabek continuent d'éprouver divers problèmes : taux de chômage anormalement élevé, mauvais état de santé, pénurie de logements, réseaux d'égouts et de traitement des eaux inadéquats, et taux de réussite scolaire insatisfaisant.

L'accord jette les bases d'un mode d'exercice des pouvoirs plus efficace pour les collectivités de la Nation anishinabek en confirmant leur statut juridique, en permettant l'élaboration de constitutions, en exigeant la mise en place de processus d'appel et de recours, et en établissant un cadre mieux adapté à la reddition de comptes par les gouvernements des Premières nations sur les plans politique et comptable.

Ces mesures, une fois confirmées dans un accord définitif approuvé, permettront aux Premières nations concernées de commencer à se libérer de la *Loi sur les Indiens* et de travailler plus efficacement au développement de leurs économies et à l'épanouissement de leurs collectivités.

L'accord de principe vise la mise en place d'un cadre de négociation sur la conclusion d'un accord définitif, qui devra :

- établir un gouvernement de la Nation anishinabek chargé de régler les enjeux communs aux Premières nations;

- prévoir l'exercice des compétences et des pouvoirs par les gouvernements des Premières nations concernées et le gouvernement de la Nation anishinabek.

L'élaboration des accords sur l'autonomie gouvernementale suit habituellement un processus de négociation à trois étapes, qui commence par un accord cadre, se poursuit par un accord de principe et se termine par un accord définitif. L'accord définitif acquiert une force obligatoire pour les deux parties lorsqu'il est approuvé par les membres des Premières nations concernées et qu'une loi fédérale le met en application.

En vertu d'un accord définitif avec la Nation anishinabek sur l'exercice des pouvoirs, les articles de la *Loi sur les Indiens* qui concernent les élections, l'appartenance et certains aspects de la gouvernance communautaire cesseraient de s'appliquer, car les Premières nations adopteraient leurs propres lois en la matière. Dans l'avenir, le Canada et la Nation anishinabek pourraient décider d'entamer de nouvelles négociations sur d'autres sujets d'importance.

La Nation anishinabek et le gouvernement du Canada négocient également en vue de conclure un accord définitif sur l'exercice des pouvoirs en éducation. Les parties ont signé une entente de principe dans ce dossier en 2002.

#### Faits en bref sur l'autonomie gouvernementale

- Le gouvernement du Canada reconnaît que le droit inhérent à l'autonomie gouvernementale est un droit existant au sens de l'article 35 de la *Constitution canadienne*.
- Chaque peuple autochtone du Canada est unique. Pour cette raison, les négociations ne débouchent habituellement pas sur un modèle unique d'autonomie gouvernementale. Les modalités d'autonomie gouvernementale peuvent revêtir toutes sortes de formes, en fonction des situations historiques, culturelles, politiques et économiques propres à chaque peuple autochtone, région et collectivité en cause.
- L'accord de principe avec la Nation anishinabek sur l'exercice des pouvoirs compte parmi un large éventail d'exemples de mesures prises dans l'ensemble du Canada pour permettre aux Premières nations de remplacer les arrangements de gouvernance désuets et inadéquats prévus dans la *Loi sur les Indiens*. On compte actuellement plus de 70 tables de négociation sur l'autonomie gouvernementale au pays. Ces négociations touchent plus de la moitié des collectivités des Premières nations et des Inuits au Canada.
- Les institutions gouvernementales autochtones fortes sont plus aptes à attirer des investissements et à former des partenariats qui stimulent le développement économique et qui améliorent les conditions sociales dans les collectivités.

[Retournez au communiqué de presse](#)

[Retournez à la liste des communiqués de presse](#)

Révision : 2007-02-19  
Création : 2006-02-16



[Avis importants](#)

[haut de la page](#)